

Activité économique

Au premier trimestre 2023, le PIB français a légèrement accéléré (+0,2 %, selon les résultats détaillés des comptes trimestriels, après une stabilité au quatrième trimestre 2022, ► [figure 1](#)). Si la demande intérieure est restée mal orientée, les difficultés d'approvisionnement ont moins pesé sur l'activité économique. Les mouvements sociaux ont perturbé certains secteurs, notamment les services de transport, mais leur impact a été faible au niveau macroéconomique. La relative résilience de l'industrie manufacturière provient en partie du rebond marqué de l'activité dans la cokéfaction-raffinage, en contrecoup des grèves d'octobre 2022. Par ailleurs, la production d'énergie a continué de se redresser, à la faveur de la réouverture d'une partie du parc nucléaire ► [figure 2](#)).

Selon les enquêtes de conjoncture, les difficultés d'approvisionnement dans l'industrie et dans la construction se sont nettement résorbées au premier semestre 2023 ► [figure 3a](#)). Toutefois, l'opinion des chefs d'entreprise sur l'activité s'est récemment dégradée, comme le suggère le recul des indicateurs de climat des affaires qui ont atteint en mai leur niveau le plus bas depuis la sortie de crise sanitaire, dans l'industrie comme dans les services ► [figure 3b](#)). Compte tenu du relâchement des contraintes d'offre, l'assombrissement des anticipations des chefs d'entreprise traduit probablement davantage des inquiétudes quant à l'évolution de la demande. Les soldes d'opinion relatifs au niveau des carnets de commandes diminuent d'ailleurs aussi bien dans l'industrie que dans le bâtiment, tandis que dans les services, le solde d'opinion relatif à la demande prévue est passé en avril sous sa moyenne de long terme.

Dans ce contexte incertain, la croissance du PIB resterait modeste au deuxième trimestre 2023 (+0,1 % prévu). Malgré la poursuite de la reprise dans la fabrication des matériels de transport, l'activité de l'industrie manufacturière fléchirait un peu, pénalisée notamment par les branches les plus énérgo-intensives et par la cokéfaction-raffinage à nouveau affectée par des grèves en avril ► [figure 4](#)). La production d'énergie, et notamment celle d'électricité, ralentirait mais poursuivrait son rattrapage. Dans le même temps, les services marchands ne croîtraient que modestement. En particulier, l'activité reculerait dans le commerce tandis qu'elle ne rebondirait que partiellement dans les transports, pénalisés par les grèves au premier trimestre. Enfin, l'activité dans la construction poursuivrait son repli, sur fond de remontée des taux d'intérêt.

Parmi les principaux postes de la demande, la consommation des ménages diminuerait légèrement, tirée à la baisse par le nouveau repli attendu de la consommation alimentaire, en lien avec la vive hausse des prix de ces produits. Malgré un contexte moins favorable en raison du relèvement des taux d'intérêt, l'investissement des entreprises rebondirait ponctuellement, grâce au renouvellement des flottes de véhicules professionnels, comme le suggèrent les dernières données d'immatriculations. Celui des ménages, en revanche, continuerait de reculer nettement. Enfin, les échanges extérieurs contribueraient positivement à la croissance au deuxième trimestre : les exportations seraient soutenues par des livraisons navales et aéronautiques, tandis que les importations resteraient atones, dans le sillage de la demande intérieure.

► 1. Biens et services : équilibre ressources-emplois aux prix de l'année précédente chaînés, en évolutions trimestrielles et annuelles

(variations trimestrielles et annuelles en %, données CVS-CJO)

	2021				2022				2023				2021	2022	2023
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Produit intérieur brut	0,0	1,0	3,1	0,5	-0,1	0,5	0,2	0,0	0,2	0,1	0,1	0,2	6,4	2,5	0,6
Importations	2,1	2,2	0,6	5,5	1,6	0,2	4,0	-0,8	-2,8	0,1	0,2	0,3	9,2	8,7	-1,2
Total des ressources	0,5	1,5	2,6	1,4	0,5	0,8	0,9	-0,2	-0,2	0,1	0,1	0,1	7,7	4,3	0,5
Dépenses de consommation des ménages	0,5	1,3	5,0	0,3	-1,1	-0,3	1,3	-1,0	0,1	-0,3	0,2	0,2	5,1	2,1	-0,2
Dépenses de consommation des administrations*	-0,4	0,5	3,3	0,9	0,3	-0,3	0,4	0,7	-0,3	0,0	0,2	0,2	6,5	2,9	0,5
<i>dont dépenses individualisables des APU</i>	0,1	0,7	4,6	0,9	0,3	-1,1	0,4	0,6	-0,7	-0,1	0,1	0,2	8,4	2,9	-0,3
<i>dont dépenses collectives des APU</i>	-1,6	0,0	0,0	0,6	0,3	0,9	0,3	0,9	0,3	0,2	0,2	0,2	3,0	1,8	1,6
Formation brute de capital fixe (FBCF)	0,3	1,7	0,1	-0,3	0,4	0,5	2,3	0,2	-0,8	-0,5	-0,5	-0,4	10,2	2,3	-0,1
<i>dont Entreprises non financières (ENF)</i>	1,0	1,2	0,6	-0,3	0,7	0,6	4,1	0,6	-0,4	0,3	-0,1	-0,1	9,8	3,8	2,5
<i>Ménages</i>	-2,2	2,9	0,5	-0,6	-1,7	1,0	-1,0	-1,2	-2,3	-2,7	-2,0	-1,5	15,4	-1,3	-6,7
<i>Administrations publiques</i>	-1,5	1,1	-1,9	-0,6	2,6	-0,6	0,9	0,4	0,0	-0,3	-0,1	0,0	2,3	1,5	0,4
Exportations	0,0	2,9	3,2	3,5	1,2	1,7	-0,7	0,2	-0,2	1,2	0,3	0,6	10,9	7,2	1,3
Contributions (en points)															
<i>Demande intérieure hors stocks**</i>	0,2	1,2	3,4	0,3	-0,4	-0,1	1,3	-0,3	-0,2	-0,3	0,0	0,1	6,7	2,4	0,0
<i>Variations de stocks**</i>	0,4	-0,3	-1,1	0,8	0,4	0,2	0,4	-0,1	-0,6	0,0	0,1	0,0	-0,6	0,8	-0,3
<i>Commerce extérieur</i>	-0,6	0,1	0,7	-0,6	-0,2	0,5	-1,5	0,3	1,0	0,4	0,0	0,1	0,2	-0,6	0,9

■ Prévisions.

* Dépenses de consommation des administrations publiques (APU) et des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).

** Les variations de stocks comprennent les acquisitions nettes d'objets de valeur.

Lecture : au premier trimestre 2023, les exportations ont reculé de 0,2 %. Elles augmenteraient de 1,2 % au deuxième trimestre 2023 et les échanges extérieurs contribueraient pour +0,4 point à l'évolution du PIB.

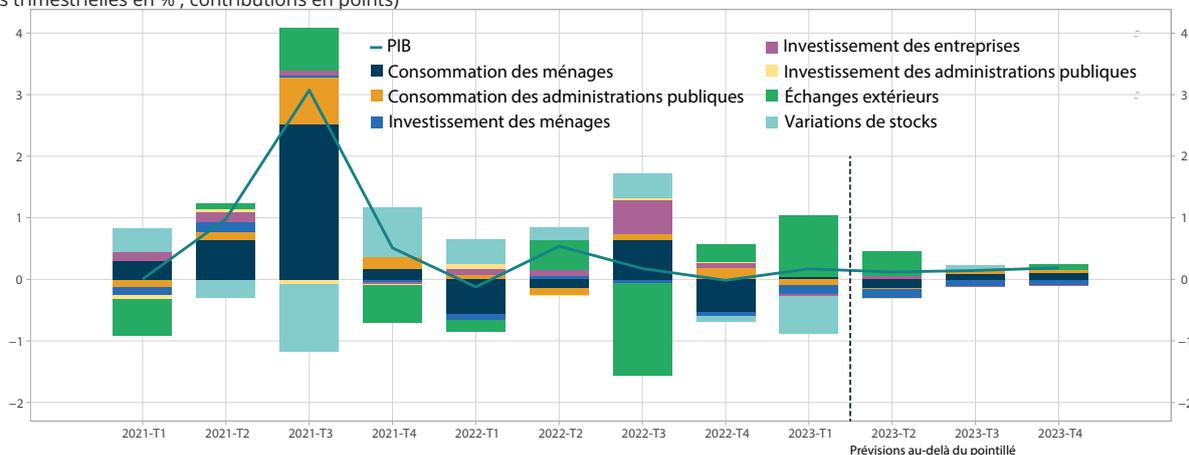
Source : Insee.

Au second semestre 2023, la croissance du PIB resterait modeste (+0,1 % prévu au troisième trimestre puis +0,2 % au quatrième). Elle demeurerait atone dans l'industrie manufacturière, mais resterait dynamique dans le secteur de l'énergie, la production électrique poursuivant son rattrapage. Du côté de la demande, la consommation des ménages ne repartirait que légèrement à la hausse, dans un contexte de ralentissement des prix et de relatif dynamisme des salaires. L'investissement des entreprises marquerait le pas, pénalisé par les hausses passées des taux d'intérêt, tandis que l'investissement des ménages continuerait de baisser. La demande intérieure, au total, serait globalement atone au second semestre. Dans ce contexte, les échanges extérieurs apporteraient un peu de soutien, du fait notamment de livraisons navales prévues en fin d'année et d'une demande mondiale en croissance.

Au total, la croissance annuelle pour 2023 s'élèverait à +0,6 %, après +2,5 % en 2022 (► **figure 5** ; la ► **figure 6** présente par ailleurs les évolutions passées et prévues du déflateur du PIB et de ses composantes). Cette prévision demeure entourée d'incertitudes, notamment concernant la vitesse de transmission du resserrement monétaire à l'économie réelle et l'éventuelle exacerbation des fragilités dans la sphère financière qui pourrait en résulter. À l'inverse, la normalisation des chaînes d'approvisionnement, le ralentissement des prix et une baisse du taux d'épargne des ménages, encore élevé, pourraient constituer des facteurs de soutien à la croissance des prochains trimestres. ●

► 2. Variations trimestrielles du PIB et contributions des principaux postes de la demande

(variations trimestrielles en % ; contributions en points)

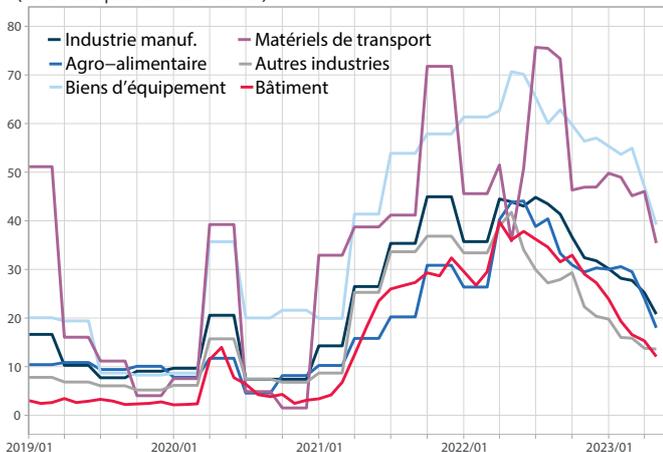


Lecture : au deuxième trimestre 2023, le PIB augmenterait de 0,1 % par rapport au premier trimestre 2023 ; la contribution de la consommation des ménages à cette évolution serait de -0,1 point.

Source : Insee.

► 3a. Part des entreprises de l'industrie manufacturière et du bâtiment subissant des difficultés d'approvisionnement, selon les branches

(% d'entreprises concernées)



Dernier point : mai 2023.

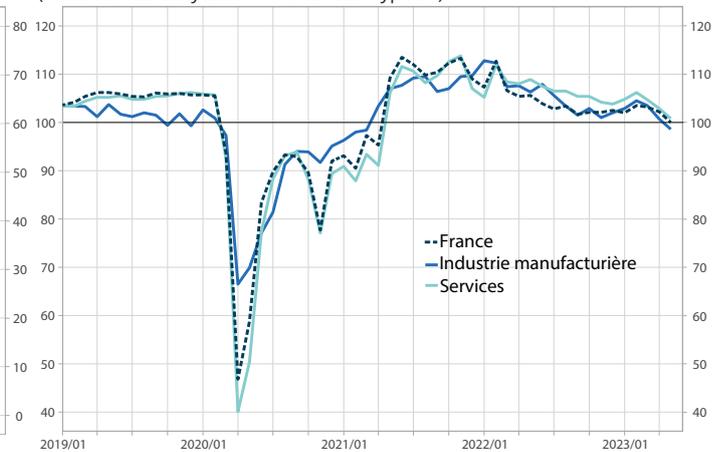
Note : les résultats sont pondérés par les chiffres d'affaires.

Lecture : en mai 2023, 21 % des entreprises de l'industrie manufacturière déclarent rencontrer des difficultés d'approvisionnement.

Source : enquêtes de conjoncture, Insee.

► 3b. Climat des affaires en France et climat sectoriel dans l'industrie et les services

(normalisé de moyenne 100 et d'écart-type 10)



Dernier point : mai 2023.

Lecture : l'indicateur synthétique de climat des affaires dans l'industrie manufacturière s'élevait à 99 points en mai 2023, au-dessous de sa moyenne de longue période (100).

Source : enquêtes de conjoncture, Insee.

Conjoncture française

► 4. Variations trimestrielles d'activité économique par branche

(variations trimestrielles en %)

Branche	Poids en %	2021				2022				2023			
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Agriculture, sylviculture et pêche	1,7	-1,8	-0,8	1,0	2,1	3,0	2,1	1,5	0,6	-0,6	0,0	0,1	0,4
Industrie	13,9	-1,4	-0,6	-0,3	-0,2	-0,6	-0,7	-0,4	1,2	1,8	0,3	0,2	0,2
Industrie manufacturière	11,3	-1,2	-1,2	-0,9	0,1	1,2	0,5	0,5	-0,6	0,2	-0,2	0,0	0,0
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	2,1	0,4	0,8	-0,8	1,8	0,5	-0,7	-0,3	-0,4	-0,6	-0,4	-	-
Cokéfaction et raffinage	0,1	-50,1	-36,7	-41,7	25,1	58,9	11,8	3,0	-9,7	9,4	-5,0	-	-
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	1,5	0,0	-1,7	-0,7	-0,2	0,0	0,2	2,0	-0,3	1,8	0,6	-	-
Fabrication de matériels de transport	1,6	-0,7	-3,4	-1,8	1,2	-3,3	6,7	3,3	-0,1	0,8	2,2	-	-
Fabrication d'autres produits industriels	5,9	-1,3	-1,2	-0,7	-0,8	1,9	-0,4	-0,2	-0,4	-0,5	-0,3	-	-
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	2,6	-2,3	1,7	2,3	-1,0	-7,2	-5,5	-4,3	9,2	8,2	2,3	1,2	1,2
Construction	5,7	-0,5	0,2	-1,0	0,3	0,0	0,1	-0,2	-0,1	-1,0	-0,8	-0,9	-0,9
Services principalement marchands	56,8	0,2	1,9	4,7	0,9	-0,1	1,2	0,3	-0,1	0,0	0,3	0,2	0,2
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	10,4	0,1	-0,3	1,6	-0,3	-1,4	-1,0	-0,3	-1,7	0,3	-0,2	-	-
Transports et entreposage	4,6	4,6	2,1	6,2	1,4	-0,5	2,4	-2,0	0,3	-1,6	0,2	-	-
Hébergement et restauration	2,9	-12,2	26,9	42,3	3,4	3,3	12,3	2,0	0,0	-0,7	0,5	-	-
Information et communication	5,4	2,2	1,5	2,9	0,9	0,9	1,9	2,4	0,8	0,6	0,6	-	-
Activités financières et d'assurance	3,8	4,0	3,1	2,9	-0,4	-1,8	-0,4	-0,6	-0,1	0,4	0,3	-	-
Activités immobilières	12,8	-0,2	0,3	0,7	0,1	0,2	0,4	0,2	0,0	0,1	0,1	-	-
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	14,1	-0,3	1,9	3,2	1,1	0,6	1,3	0,6	0,1	0,1	0,4	-	-
Autres activités de services	2,9	-2,0	5,1	26,6	7,0	0,0	2,5	0,8	1,1	1,0	0,9	-	-
Services principalement non marchands	21,9	0,2	-0,2	1,7	0,1	0,4	-0,4	0,2	0,1	0,3	0,2	0,2	0,2
Valeur ajoutée totale	100	0,0	0,9	3,0	0,6	0,0	0,6	0,2	0,1	0,2	0,2	0,1	0,2
Taxes et subventions		0,5	1,6	4,0	-0,2	-1,4	0,2	0,0	-0,8	-0,5	-0,5	-0,1	0,0
PIB		0,0	1,0	3,1	0,5	-0,1	0,5	0,2	0,0	0,2	0,1	0,1	0,2

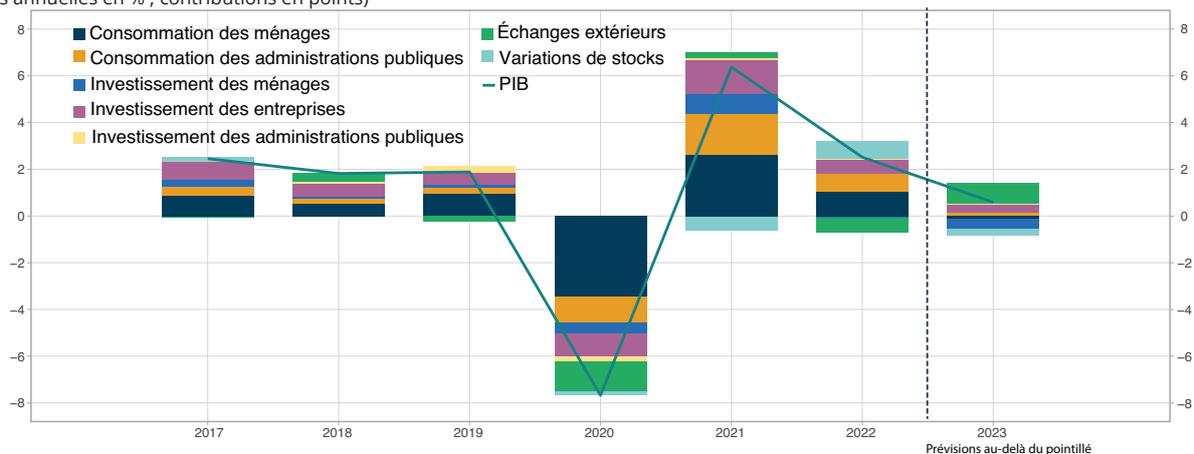
■ Prévisions.

Lecture : au premier trimestre 2023, la valeur ajoutée de la branche de fabrication des matériels de transport a augmenté de 0,8 %. Elle augmenterait de 2,2 % au deuxième trimestre 2023.

Source : Insee.

► 5. Variations annuelles du PIB et contributions des principaux postes de la demande

(variations annuelles en % ; contributions en points)



Note : la consommation des administrations publiques comprend également la consommation des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).
Lecture : en 2022, le PIB a augmenté de 2,5 % ; la contribution de la consommation des ménages s'est élevée à 1,0 point. En 2023, le PIB augmenterait de 0,6 % et les échanges extérieurs contribueraient pour 0,9 point à cette évolution, l'investissement des ménages pour -0,4 point.

Source : Insee.

► 6. Biens et services : équilibre ressources-emplois - évolution des indices de prix chaînés

(variations trimestrielles et annuelles en %, données CVS-CJO)

	2021				2022				2023				2021	2022	2023
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Produit intérieur brut	0,9	0,4	0,0	0,2	0,9	1,0	1,3	1,3	1,8	0,9	1,0	0,9	1,4	2,9	5,2
Importations	2,3	2,1	3,1	5,0	5,8	5,3	2,9	-1,9	-1,4	0,2	0,5	0,2	6,9	17,4	0,2
Total des ressources	1,5	1,3	1,3	2,4	3,3	2,5	1,9	0,3	1,0	1,2	1,3	1,0	3,7	9,3	4,6
Dépenses de consommation des ménages	0,6	0,3	0,7	0,8	1,1	1,8	1,7	1,9	2,0	1,2	1,0	0,8	1,5	4,8	6,5
Dépenses de consommation des APU*	1,7	0,8	-2,3	-0,1	0,9	0,4	1,7	0,7	0,5	0,2	1,1	0,4	-0,4	1,2	2,8
Formation brute de capital fixe (FBCF)	0,8	0,8	1,2	1,5	2,0	2,0	1,2	0,9	0,9	0,6	0,7	0,5	2,9	6,3	3,7
<i>dont : Entreprises non financières (ENF)</i>	<i>0,5</i>	<i>0,5</i>	<i>0,9</i>	<i>1,3</i>	<i>1,7</i>	<i>1,6</i>	<i>0,9</i>	<i>0,9</i>	<i>0,8</i>	<i>0,6</i>	<i>0,8</i>	<i>0,6</i>	<i>2,1</i>	<i>5,3</i>	<i>3,3</i>
<i>Ménages</i>	<i>1,2</i>	<i>1,5</i>	<i>1,4</i>	<i>1,6</i>	<i>2,7</i>	<i>2,5</i>	<i>2,3</i>	<i>1,3</i>	<i>1,7</i>	<i>1,0</i>	<i>0,7</i>	<i>0,4</i>	<i>4,4</i>	<i>8,5</i>	<i>5,7</i>
Exportations	2,3	1,9	3,2	3,4	4,2	5,0	2,6	-2,6	-0,4	0,3	0,5	0,6	6,9	13,7	0,7
Demande intérieure hors stocks**	0,9	0,6	0,0	0,7	1,3	1,5	1,6	1,4	1,4	0,8	1,0	0,6	1,2	4,3	4,9

■ Prévisions.

* Administrations publiques.

** Les variations de stocks comprennent les acquisitions nettes d'objets de valeur.

Lecture : au deuxième trimestre 2023, le déflateur du PIB augmenterait de 0,9 %, après +1,8 %. En moyenne annuelle, cet indice de prix chaîné augmenterait de 5,2 % en 2023.

Source : Insee.